

# MISE À JOUR DU RAPPORT SPÉCIAL DU SEAE: BRÈVE ÉVALUATION DES DISCOURS ET DE LA DÉSINFORMATION RELATIFS À LA PANDÉMIE DE COVID-19

 [euvsdisinfo.eu/fr/mise-a-jour-du-rapport-special-du-seae-breve-evaluation-des-discours-et-de-la-desinformation-relatifs-a-la-pandemie-de-covid-19](https://euvsdisinfo.eu/fr/mise-a-jour-du-rapport-special-du-seae-breve-evaluation-des-discours-et-de-la-desinformation-relatifs-a-la-pandemie-de-covid-19)

1 avril  
2020

News and analysis

avril 01, 2020



Note: Le présent rapport a pour objectif de fournir une vue d'ensemble des tendances actuelles ainsi qu'un aperçu des activités de désinformation en lien avec le COVID-19. Il ne propose pas de bilan exhaustif ou complet, mais vise essentiellement la dimension extérieure, conformément au mandat du SEAE. Le rapport a été autorisé par la Division de la communication stratégique et de l'analyse de l'information du SEAE, qui contribue aux efforts de l'UE pour lutter contre la désinformation, y compris par la détection, l'analyse et la révélation des campagnes de désinformation. En traitant la désinformation et en identifiant et en analysant la désinformation relative à l'épidémie de COVID-19, le SEAE coopère étroitement avec la Commission européenne et les États membres de l'UE. Le SEAE collabore également avec des partenaires internationaux (G7, OTAN et acteurs non étatiques) à ce sujet. Les résultats sont régulièrement publiés sur le site web EUvsDisinfo.eu ainsi que sur les médias sociaux. Ces connaissances sont partagées en temps réel avec les institutions et les États membres de l'UE, y compris par le biais du système d'alerte rapide sur la désinformation.

## Synthèse

La désinformation et la mésinformation relatives au COVID-19 continuent de proliférer

dans le monde et de potentiellement nuire à la santé publique et à l'efficacité de la communication de crise. Dans l'UE et ailleurs, des messages coordonnés de désinformation imputent aux minorités vulnérables la responsabilité de la pandémie et sèment le doute sur la capacité des institutions démocratiques à fournir des réponses efficaces. Certains acteurs étatiques ou soutenus par un État souhaitent exploiter la crise de santé publique pour servir leurs intérêts géopolitiques, souvent en remettant directement en cause la crédibilité de l'Union européenne et de ses partenaires.

- **Mondial:** Dans toutes les régions analysées, des affirmations selon lesquelles l'UE se désintègre face au COVID-19 sont monnaie courante sur les médias sociaux. Parmi le contenu lié au COVID-19 publié par RT et Sputnik, les articles faisant état de conspirations, telles que «le virus a été créé par l'homme» ou répandu intentionnellement, ont généralement bénéficié d'un plus grand engagement social que les autres récits.
- **UE:** La désinformation et les faux conseils en matière de santé sur le COVID-19 continuent à circuler sur les médias sociaux, en contradiction avec les lignes directrices officielles de l'OMS et les politiques internes des plateformes en ligne. À titre d'exemple, Sputnik Deutschland avance sur Facebook et Twitter que «se laver les mains n'aide pas». Des données indiquent que des plateformes en ligne continuent de monétiser la désinformation et les théories du complot liées au COVID.
- **Afrique:** Des campagnes de haine contre des groupes sociaux et ethniques se propagent dans certains pays. La communication proactive de la Chine concernant la fourniture d'aide porte atteinte à la réputation des autres donateurs.
- **Chine:** Les médias contrôlés par l'État et les fonctionnaires défendent des théories non prouvées sur l'origine du COVID-19. Les médias chinois mettent en avant les manifestations de gratitude de certains dirigeants européens en réponse à l'aide de la Chine.
- **Proche-Orient et Afrique du Nord:** Daech encourage ses militants à exploiter le chaos et la confusion qui règnent autour du COVID-19, tout en qualifiant la pandémie de «tourment douloureux» qui frappe les «nations de croisés». Le régime syrien se sert du COVID-19 pour critiquer les sanctions de l'UE. Les États membres de l'UE sont dépeints comme étant incapables de s'entraider ou sont accusés de voler des ressources destinées à un usage local.
- **Russie:** Plus de 150 cas de désinformation pro-Kremlin sur le COVID-19 ont été enregistrés dans la base de données EUvsDisinfo (depuis le 22 janvier). Les médias russes contrôlés par l'État mettent désormais l'accent sur les préparatifs de la Russie pour lutter contre l'épidémie. L'aide russe à l'Italie a été abondamment couverte.
- **Turquie:** Des informations fausses et déformées relatives à la santé continuent de circuler largement sur les médias sociaux, alors que le COVID-19 alimente les discours et les critiques contre l'UE, et ce, de manière plus ouverte.

- **Balkans occidentaux:** Des théories du complot suggérant que le virus est une arme biologique américaine ou un prétexte d'invasion étrangère continuent de se répandre. La crise du COVID est associée au discours selon lequel l'UE «tourne le dos» aux Balkans occidentaux.

## Terminologie:

Alors que certaines activités de source ouverte menées par des acteurs étatiques peuvent être facilement attestées, il est presque impossible de détecter et d'attribuer un comportement implicite sans une meilleure transparence et sans une coopération plus étroite avec les plateformes en ligne. Ce qui suit est une taxonomie des défis de l'information en lien avec la pandémie de COVID-19:

	Mésinformation	Désinformation	Opérations d'influence	Ingérence étrangère
Acteur	Tous, en général, pas un État étranger	Tous	Tous, en général, une organisation	État ou mandataire étranger
Comportement	Aucun indicateur	Intention de tromper	Coordination	Tous
Contenu	Discours faux et raisonnable mais pouvant causer un préjudice	Faux	Tous	Tous, discours non raisonnable
Distribution	Organique, pouvant être stimulée par d'autres	Toutes	Toutes, en général, à grande échelle	Toutes
Effet	Tous	Tous	Tous	Tous, en particulier les libertés, l'intégrité et la sécurité des élections

*Crédit: James Pamment, Fondation Carnegie pour la paix internationale*

## En détail: Désinformation et propagande liées au COVID

**(20 – 27 mars)**

### La désinformation autour du COVID-19:

Les **faux conseils en matière de santé** et la mésinformation continuent à se propager sur les médias sociaux. En Turquie, de faux remèdes comme «boire de l'alcool pur» ou l'idée que «les gènes turcs sont immunisés contre le virus» circulent toujours sur les plateformes en ligne. Les vérificateurs de faits dans le voisinage oriental et méridional ainsi que dans les Balkans occidentaux ont rapporté des volumes sans précédent de désinformation et de théories du complot relatives à un virus «artificiel» et à des «remèdes miracles» ayant des effets potentiellement dévastateurs sur la santé publique et la cohésion sociale.

De tels contenus continuent de circuler largement, et ce, également dans les États membres de l'UE. Cette semaine, le porte-parole du Kremlin a répété sur des médias étatiques et sociaux que «dans les faits, il n'y a aucune épidémie en Russie», alors que des journalistes russes indépendants craignent que les autorités ne minimisent l'importance de l'épidémie. Une enquête menée par [ProPublica](#) a révélé l'existence d'un réseau de **comptes Twitter faux et piratés** provenant de Chine et utilisés pour répandre la désinformation sur le COVID-19.

Dans l'espace chinois de l'information, des tentatives visent notamment à suggérer qu'il a été introduit à Wuhan par des militaires américains, ou qu'il pourrait **provenir d'Italie**. Au Monténégro, les mesures d'urgence du gouvernement ont été présentées par certains acteurs comme dirigées contre **l'Église orthodoxe serbe**.

## Discours ciblant l'Union Européenne:

---

**«L'UE ne parvient pas à gérer la pandémie; l'Union est sur le point de s'effondrer»:** ce discours est promu par des sources pro-Kremlin, plusieurs réseaux/sources nationaux dans les États membres de l'UE, les pays partenaires d'Europe orientale, la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord, les Balkans occidentaux et les pays d'Afrique. Dans la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord, par exemple, l'idée que l'UE «se désintègre» face au COVID-19 est largement répandue.

**«L'UE est égoïste et trahit ses propres valeurs»:** promu par des sources pro-Kremlin, plusieurs réseaux/sources nationaux dans les États membres de l'UE, les pays partenaires d'Europe orientale, la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord, les Balkans occidentaux et les pays d'Afrique. En Ukraine, par exemple, des messages catastrophiques sur la chute imminente de l'UE ont été associés à l'image d'«État failli» du pays qui a été «abandonné par ses alliés européens».

**«La Russie et la Chine sont des puissances responsables»:** des médias pro-Kremlin ont particulièrement mis l'accent sur l'assistance russe fournie à l'Italie, proclamant que «la Russie aide l'Italie et l'UE ne le fait pas». Ce message semble trouver écho auprès des publics nationaux: plusieurs vidéos circulant sur Instagram en italien montrent des personnes troquant le drapeau de l'UE contre le drapeau russe ou des véhicules militaires russes dans les rues italiennes. La chaîne télévisée contrôlée par l'État Rossiya 1 a rapporté avec une pointe de sarcasme qu'un convoi militaire russe circulait sur des «routes de l'OTAN».

Des sources pro-Kremlin ont également dépeint le «projet global» chinois comme supérieur à l'UE. Des médias contrôlés par l'État et des médias sociaux chinois ont fortement défendu l'idée que le modèle chinois est supérieur pour lutter contre le COVID-19, tout en mettant en avant des manifestations de gratitude à l'échelle mondiale pour l'aide fournie par la Chine, y compris en Italie. [De nombreux experts soutiennent](#) qu'en plus de façonner une meilleure image internationale, l'objectif global de la Chine consiste à maintenir une stabilité sociale dans le pays.

**«L'UE exploite la crise pour faire valoir son propre intérêt»:** Ce discours était moins proéminent, mais il était tout de même diffusé dans quelques-unes des régions analysées. En Géorgie, des sources citant prétendument le «KGB d'Ossétie du Sud» ont affirmé que, sous couvert de la pandémie, Tbilissi viole la «frontière» avec l'Ossétie du Sud avec l'aide de la mission d'observation de l'Union européenne en Géorgie. En Syrie, le régime a défendu l'idée qu'en s'accrochant aux sanctions, l'UE et les États-Unis sapent les réponses humanitaires et médicales au COVID-19. De même, RT a affirmé que les Casques blancs (une cible majeure de la désinformation pro-Kremlin) utilisent la pandémie pour faire avancer le programme de la coalition américaine en Syrie visant un changement de régime. Au Kosovo, l'idée que «la crise révèle le parti pris pro-serbe de l'UE» s'est répandue.

## Plateformes en ligne

---

Toutes les plateformes ont poursuivi leurs efforts en vue d'améliorer la visibilité de l'OMS et d'autres contenus faisant autorité en matière de santé sur leurs services. Dans une démarche sans précédent, toutes les principales plateformes ont également ajusté leurs politiques de contenus en réponse au COVID-19. Facebook, par exemple, a annoncé qu'elle enlèverait désormais «les affirmations destinées à décourager le traitement ou la prise de précautions adéquates».

Pourtant, plusieurs défis fondamentaux restent à relever face aux nouvelles restrictions en matière de contenus, notamment en ce qui concerne la transparence du raisonnement et le respect des règles. En outre, les principales plateformes continuent de monétiser la désinformation et le contenu préjudiciable sur la pandémie (y compris des sites de désinformation pro-Kremlin), par exemple, en hébergeant des publicités en ligne sur des pages qui présentent faussement les migrants comme étant responsables du virus, font la promotion de faux remèdes ou répandent des théories du complot sur le virus.

## Liberté des médias

---

- La Turquie a engagé des procédures judiciaires à l'encontre de 316 utilisateurs de médias sociaux, en les accusant d'incitation à la haine et à l'hostilité en propageant des inquiétudes sur le COVID-19.
- Le Kremlin ordonne aux plateformes en ligne du pays de supprimer les «fausses informations» sur le COVID-19. Cette initiative fait suite aux précédents efforts du Kremlin visant à sévir contre les sites internet indépendants et aux déclarations du président Poutine selon lesquelles la Russie est ciblée par de fausses informations provenant de l'étranger.
- La correspondante du Guardian en Égypte a été contrainte de quitter le pays après avoir indiqué dans son rapport sur une étude scientifique que les chiffres du gouvernement relatifs au COVID-19 étaient inexacts.

- Les autorités chinoises continuent de contrôler le discours sur la pandémie. Reporters sans frontières (RSF) a estimé que sans «le contrôle et la censure imposés par les autorités, les médias chinois auraient bien plus tôt informé le public de la gravité de l'épidémie, sauvant des milliers de vies et évitant peut-être la pandémie actuelle».